

ONU et UA retirent un texte qui se voulait fort critique à l'endroit à Bujumbura

RFI, 16-04-2018 Burundi : retrait d'un communiqué UA-ONU dénonçant l'intransigeance de Bujumbura L'ancien président tanzanien Benjamin Mkapa, facilitateur dans la crise burundaise, projetait une nouvelle session du dialogue inter-burundais à partir du 25 avril prochain à Entebbe, en Ouganda, afin d'essayer de trouver un accord de sortie de crise avant le référendum constitutionnel prévu le 17 mai prochain au Burundi. Ce lundi 16 avril, la Commission de l'Union africaine et les Nations unies ont sorti un communiqué conjoint qui dénonçait l'intransigeance de Bujumbura, avant de le retirer.

Le communiqué conjoint de l'Union africaine et de l'ONU était on ne peut plus clair. Les deux organisations ne cachent pas leur inquiétude face à la décision de Bujumbura de suspendre sa participation au dialogue de sortie de crise au Burundi. Elles exhortaient donc le gouvernement du président Pierre Nkurunziza à reconsidérer sa position très rapidement car, en effet, il faut faire vite pour tenter de sauver l'accord de paix pour le Burundi, signé à Arusha en 2000, et qui est en grand danger à leurs yeux. Le pouvoir compte organiser le 17 mai prochain un référendum constitutionnel qui devrait permettre au président Nkurunziza de rester au pouvoir jusqu'en 2034. La communauté internationale estime que la nouvelle Constitution va enterrer définitivement cet accord qui a ouvert la voie à la fin d'une décennie de guerre civile dans ce pays. Union africaine et ONU ont donc tapé du poing sur la table en affirmant, toujours selon ce communiqué, « leur détermination à assumer pleinement leurs responsabilités » en tant que « garants de l'accord d'Arusha », sans plus de précisions. Problème technique ou volonté délibérée d'effacer ce communiqué ? Le texte a été retiré du site de l'organisation africaine lundi en début d'après-midi. Il n'y avait donc pas de communiqué de presse à ce stade, selon un diplomate africain joint à Addis-Abeba. L'organisation africaine et l'ONU ne veulent pas encore vexer Bujumbura. Elles espèrent toujours sauver ce qui est considéré comme les négociations de la dernière chance, la semaine prochaine à Entebbe, en Ouganda, mais sans se faire trop d'illusions. Le facilitateur isolé De quoi montrer une fois de plus l'impuissance de la communauté internationale à aider une solution dans ce pays. Le facilitateur dans la crise burundaise tente désespérément depuis des semaines d'organiser ce round de discussions entre le 22 et le 29 avril. Mais sans véritable soutien des pays de la Communauté des Etats de l'Afrique orientale qui l'ont mandaté, Benjamin Mkapa s'est heurté une fois de plus à l'intransigeance de Bujumbura. ONU et Union africaine n'ont pas caché leur hostilité à une révision de la Constitution qui devrait enterrer l'accord de paix signé en 2000 à Arusha qui a ouvert la voie à la fin d'une décennie de guerre civile au Burundi et dont ils sont parmi les principaux garants. Mais leur marge de manœuvre est étroite, l'Union africaine a mandaté la Communauté des Etats d'Afrique orientale pour tenter de trouver une voie de sortie de crise au Burundi, mais l'organisation régionale est totalement paralysée par ses divisions internes. Son facilitateur n'a jamais pu organiser un seul véritable face-à-face pouvoir-opposition, en bien sûr trois années de médiation.

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});